



## Pour les profs, une nouvelle rentrée pas à la hauteur

Peur du virus, absence persistante de masques chirurgicaux ou FFP2, tests à gogo, classes ouvertes coûte que coûte... Lassés, les syndicats d'enseignants n'excluent pas la grève. Bernadette l'a constaté à la récréation : la salle des profs était clairsemée, ce lundi. «Les collègues sont davantage restés dans leur salle, je pense qu'ils ont peur», dit cette enseignante d'espagnol dans un collège des Bouches-du-Rhône. Peur de ce variant omicron qui circule à vitesse grand V alors qu'une fois de plus, l'éducation nationale est accusée de ne pas suffisamment protéger élèves et personnels.

En cause notamment : l'absence de masques chirurgicaux ou FFP2. L'Etat a bien distribué des masques – Jean-Michel Blanquer avance le chiffre de 160 millions –, mais en tissu, donc moins filtrants. «Il est très difficile de faire cours avec un masque FFP2, lequel est d'ailleurs réservé au monde soignant», a défendu le ministre de l'Education nationale dans une interview au Parisien dimanche, alors que de plus en plus de voix appellent à généraliser leur utilisation «Des collègues font cours depuis l'année dernière avec des FFP2 et il n'y a aucun souci», rétorque Cyril Boisseau, professeur d'histoire-géographie dans un collège d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine) et syndiqué à SUD éducation.

Cette même interview du ministre est venue ajouter à la colère et au dépit du monde enseignant. Car pour la énième fois, Blanquer a fait ses annonces à la presse et non aux premiers concernés. «On a tous une messagerie académique. S'il a du temps pour parler aux médias, il a du temps pour appuyer sur un bouton», grince Haydée Leblanc, cosecrétaire départementale du SNUipp-FSU de la Somme, qui n'avait toujours pas reçu le nouveau protocole par le canal officiel à la mi-journée.

Les changements, pourtant, ont leur importance dans le premier degré : les classes ne ferment plus dès trois cas de Covid. «On va se retrouver dans une machine infernale», craint Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Car pour que cette nouvelle règle soit applicable, tous les élèves de la classe doivent se faire tester dès le premier cas signalé, puis rebelote à J + 2 et J + 4 grâce à des autotests fournis gratuitement en pharmacie. S'ils sont négatifs, ils peuvent rester à l'école à condition de présenter une déclaration sur l'honneur signée de leurs parents. «Il y a une grosse inquiétude pour réussir à suivre où en sont les élèves avec les tests», indique Stéphane Crochet.

«On renvoie à la responsabilité individuelle une responsabilité qui devrait être prise en charge par la société», dénonce Haydée Leblanc, qui rappelle le besoin urgent de renforcer les effectifs de médecins et infirmières scolaires, ce qui permettrait notamment de gérer les tests au sein des établissements. «On va potentiellement avoir dix élèves positifs chez eux et quinze dans la classe, prévoit Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU. Mais on ne peut pas se dédoubler : c'est impossible d'assurer et le présentiel et le distanciel.»

La demande des syndicats du premier degré est claire : fermeture de la classe dès le premier cas de Covid. Mais Blanquer a un bilan de ministre «qui ne ferme pas les écoles» à défendre. «On affiche une école ouverte, mais elle va dysfonctionner très rapidement», prévient Guislaine David. «C'est un discours à visée politique, pour se construire une stature politique de celui qui a gardé les écoles ouvertes envers et contre tout, alors que personne ne lui a demandé de les fermer», tacle Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU. Depuis le début de la pandémie, les demandes des enseignants sont pourtant claires : maintenir les écoles ouvertes tout en assurant la sécurité des personnels et des élèves. Le ministre s'est focalisé sur la première partie de



la phrase.

Les profs ont l'amère sensation d'être en boucle depuis bientôt deux ans, à réclamer des masques, des capteurs de CO2, des purificateurs d'air, des fenêtres qui s'ouvrent suffisamment pour aérer... Mais aussi des classes moins remplies. «J'ai 25 élèves, ce n'est pas possible de laisser un mètre entre eux», affirme Haydée Leblanc. Pendant ce temps, «1 200 élus, personnalités et acteurs de l'éducation» ont signé une tribune vantant les mérites de l'action gouvernementale en matière scolaire, dans le JDD samedi – dont la plupart des prétendus acteurs de l'éducation sont en fait des militants LREM.

«On marche sur la tête, ils sont dans une déconnexion complète du terrain. Il y a un manque de moyens évident, des conditions de travail dégradées et une élite qui se satisfait», déplore François-Régis Croisier, enseignant de CM1 /CM2 à Clermont-Ferrand. Pour secouer leur ministère, les syndicats ont déposé une alerte sociale, préalable au préavis de grève. Ils devraient décider à la fin de la semaine s'ils passent la vitesse supérieure.

